

Formation - Organiser une prévention efficace du blanchiment - adapter ses procédures à la 4^{ème} Directive LCBFT

Durée : 1 jour

Pourquoi ?

- **Comprendre** les obligations et les évolutions engagées.
- Localiser **les risques et responsabilités**.
- Identifier le juste niveau de prévention, pour concevoir **une organisation efficace et optimisée**.

Pour qui ?

- Responsables du contrôle interne, du contrôle périodique, de l'inspection générale.
- Responsables opérationnels (vente, comptabilité, DSI, ...)
- Dirigeants exécutifs responsables et administrateurs.
- Responsables de la maîtrise d'ouvrage et de l'assistance à maîtrise d'ouvrage.
- Conseils informatiques, métiers ou en organisation.

Où ?

9 avenue Franklin Delano Roosevelt, Paris 75008

Contact :

Email : formation@cantonconsulting.fr

Téléphone : +33(0) 963 46 85 46

En savoir plus (calendrier, modalités, évaluations antérieures) :

<http://www.cantonconsulting.eu/formation/catalogue-de-formations>

Encadrement

Stephen ALMASEANU



Magistrat, chef du Pôle juridique de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (AGRASC), a été en charge pour le ministère de la Justice de la coordination de l'évaluation de la partie française par le GAFI.

Jean-Yves ROSSI



Conseiller d'État, il a siégé au Comité consultatif de la législation et de la réglementation financière (CCLRF), comme représentant titulaire du Conseil d'Etat de 2007 à 2012. En tant que rapporteur à la Section des Finances, il a directement participé à la mise au point des principales réformes intervenues dans la supervision du

LE PROGRAMME

Première partie : Les grands objectifs de la politique de lutte contre l'utilisation du système financier à des fins de blanchiment de capitaux

Les enjeux, objectifs et risques (législations internationale et communautaire, législations financière et pénale et jurisprudence nationales).

Les évolutions engagées, calendrier prévisible.

Les tendances en France et dans les grands pays européens.

La quatrième Directive AML et ses conséquences pratiques

Les acteurs : le GAFI, les CRF, les autorités de contrôle et superviseurs, Police et Autorité judiciaire, Autres acteurs (Ordres professionnels, H3C, Bâtonnier, Commission des sanctions,...), l'ACPR

Deuxième partie : Les risques, les mécanismes et procédures

Professions concernées.

Activités et opérations en cause (La relation d'affaires, les opérations atypiques, les personnes politiquement exposées, les territoires, ...

Qu'est-ce que le blanchiment ?

Qu'est-ce que la vigilance ?

Les obligations des assujettis. Une organisation de la vigilance au long de la relation d'affaires. L'ajustement du niveau de vigilance. Le soupçon. La déclaration de soupçon.

Troisième partie : Ajuster l'organisation à la réalité du risque

Comment se préparer et organiser sa vigilance (l'analyse du risque, le cadrage des procédures, le KYC, la traçabilité, la conservation et la gestion des données, conciliation de la LAB avec les autres obligations, exemples de défauts sanctionnés, fraude fiscale).

Le risque de contrôle. Cas pratiques

Les conséquences d'une activité sur plusieurs pays